



Conventions collectives du ***secteur sanitaire, social et médico-social***
CC 66, CC 51, Croix Rouge Française, Centres de lutte contre le cancer, accords C.H.R.S. - SOP
et CCN du 26 août 1965

et de ***l'aide à domicile*** :

CCN du 11 mai 1983, CCN du 6 mai 1970 (ADMR), CCN du 2 mars 1970 (TISF),
Protocole d'accord du 24 mai 1993 (UNACSS)

TOUS DANS L'ACTION JEUDI 19 AVRIL 2007

Dans les régions : Rassemblement devant les D.R.A.S.S.

**A PARIS : Rassemblement à 14 h, devant le Ministère de la Santé
8 avenue de Ségur 75008 PARIS – Métro Ségur ou Varennes**

IL EST URGENT D'AGIR ENSEMBLE !...

POUR NOS SALAIRES,

NOS CONDITIONS DE TRAVAIL

ET LES BUDGETS DE NOS ETABLISSEMENTS ET SERVICES

Les salariés du secteur privé à but non lucratif de la *santé, du social et médico-social* et de *l'aide à domicile* travaillent dans des établissements et services le plus souvent gérés par des associations et participent à des missions de service public.

Nous constatons depuis plusieurs années une dégradation des moyens accordés à nos établissements et nos services pour mener à bien nos missions.

Ce sont bien les salariés et les usagers qui font les frais de cette politique d'austérité, qui met en péril l'avenir de nos secteurs !

Nos activités professionnelles répondent à des besoins sociaux

NOS MISSIONS SONT MENACEES :

- Des budgets largement insuffisants pour tous les établissements et associations du sanitaire, de l'action sociale et de l'aide à domicile
- Un désengagement grandissant de l'Etat et transfert de compétences insuffisamment compensé vers les collectivités territoriales
- Sous prétexte de lutter contre les discriminations dont sont victimes les personnes handicapées, les personnes les plus démunies, celles-ci sont orientées vers le droit commun sans réel moyens humains ou budgétaires et de fait, ne peuvent plus bénéficier de l'aide nécessaire à l'adaptation ou à la réadaptation !

- **Un cadre national déterminé par la Direction Générale de l'Action Sociale(DGAS) et par la Direction de l'Hospitalisation et de l'Organisation des Soins (DHOS) veut imposer :**
 - La mise en place de nouveaux outils juridiques et financiers de coopération sociale et médico-sociale qui conduirait a des regroupements d'établissements.
 - Une dotation globale commune à plusieurs établissements.
 - A la mise en place d'un dispositif de pilotage de la masse salariale.
 - L'accentuation de la nouvelle gouvernance et la mise en place de la T2A dans le sanitaire conduisant à des choix de productivité et des choix économiques (externalisation, choix des activités...)

EN CLAIR :

- faire des économies sur les salaires.
- le respect des conventions collectives et du code du travail ne s'imposera plus au financeur.

Les attaques contre les missions sont également des attaques contre les SALAIRES et les conditions de travail des salariés de nos secteurs !

CELA SE TRADUIT PAR :

- Le blocage des salaires depuis 2000 avec une perte du pouvoir d'achat de plus de 10 %.
- Le refus d'agrément de l'accord UNIFED sur la restitution aux salariés des 2.58% pour la C.C.N.T. 51 ; - 2.34 % pour la CCN 66 ; 2,13 % pour la C.R.F. - 1,62 % pour les C.L.C.C. ... au titre du gel des salaires mis en place parallèlement à la R.T.T., et au non respect de l'engagement de l'Etat.
- A l'Unifed des minimums conventionnels en dessous du S.M.I.C (C.C.N.T 51, C.R.F., etc.)
- Dans l'Aide à Domicile refus de négocier pour maintenir les grilles au dessus du S.M.I.C. (évalué à 2,62% !...)
- L'insuffisance des formations du personnel.
- Le développement de la précarité des emplois.
- La restructuration, la fermeture d'établissements et de services, les fusions d'associations avec comme conséquence les licenciements de personnels
- Les négociations dans les conventions collectives sont au point mort depuis plusieurs mois.

Pouvons-nous encore parler de négociations alors que les discussions se mènent dans les salons feutrés des tutelles, au mépris des organisations syndicales ?

IL EST URGENT de se mobiliser pour défendre :
nos **missions**,
nos **conditions de travail**
nos **salaires**

Faites remonter l'état de mobilisation dans votre établissement !

- Fédération CGT des personnels des Organismes Sociaux
secteur de l'aide et du maintien à domicile : Tél 01 48 18 87 09 -sspique@orgasociaux.cgt.fr
- Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale - Union Fédérale de la Santé Privée : 01-48-18-57-08 ufsp@sante.cgt.fr
Union Fédérale de l'Action Sociale : 01-48-18-20-89 ufas@sante.cgt.fr

